

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-106

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Ajout d'une nouvelle disposition sur la protection sociale, après l'article III-106 :

- 1. Le Conseil européen examine chaque année la situation de la protection sociale et adopte des conclusions sur la base d'un rapport conjoint du Conseil et de la Commission.**
- 2. Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen, adopte des objectifs communs et, le cas échéant, élabore, sous forme de recommandations, des lignes directrices sur la modernisation des systèmes de protection sociale dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques.**
- 3. Chaque État membre transmet à la Commission un rapport périodique sur les principales mesures qu'il a pris pour mettre en œuvre la modernisation de son système de protection sociale, à la lumière des objectifs et, le cas échéant, des lignes directrices pour la modernisation des systèmes de protection sociale.**

Sur la base des ces rapports, le Parlement européen et le Conseil procèdent périodiquement à un examen de la mise en œuvre de la modernisation des systèmes de protection sociale des États membres.

Explication :

L'article I-14, paragraphe 4, prévoit que l'Union peut coordonner les politiques sociales des États membres. Pour donner suite à cette compétence, un certain nombre de Conventionnels a demandé l'inclusion d'un article général sur la méthode ouverte de coordination, demande à laquelle le Praesidium n'a pas pu accéder. Une solution plus modeste, permettant néanmoins de rendre opérationnelle la coordination visée à l'article I-14, paragraphe 4, et en même temps de donner satisfaction à un bon nombre de Conventionnels, conformément aux recommandations du groupe XI 'Europe Sociale', consiste à introduire dans la Constitution une disposition prévoyant l'application de la méthode ouverte de coordination au domaine de la protection sociale. Il convient de noter qu'une telle disposition ne ferait que formaliser un mécanisme qui est déjà appliqué dans le domaine de l'inclusion sociale et des pensions. La disposition proposée s'inspire, pour sa rédaction, de la procédure de coordination en matière d'emploi, prévue par l'article III-95.